

Marché n° 25-050

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux des sites de Réseau Canopé**

### **MARCHE PUBLIC COMPOSITE**

passé selon les dispositions des articles R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 (AOO)  
suite à procédure n°25-031 infructueuse en raison d'offres inacceptables ou irrégulières  
et des dispositions des articles R.2123-1 à R.2123-7 (MAPA)  
et R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 relatifs aux accords-cadres du Code de la commande  
publique (CCP).

## Table des matières

PREMIERE PARTIE : GENERALITES .....	4
ARTICLE 1. Identification de l'acheteur .....	4
ARTICLE 2. Présentation du marché.....	4
2.1. Objet du marché .....	4
2.2. Forme du marché.....	4
2.3. Etendue du marché .....	4
2.4. Durée du marché .....	5
2.5. Durée des bons de commande émis pour l'exécution du marché.....	6
ARTICLE 3. Pièces contractuelles du marché .....	6
ARTICLE 4. Communication et réunion .....	6
4.1. Mode de communication .....	6
4.2. Réunions .....	7
ARTICLE 5. Correspondant de l'acheteur et élection de domicile du titulaire .....	7
ARTICLE 6. Correspondant du titulaire et élection de domicile de l'acheteur .....	7
ARTICLE 7. Protection des données .....	7
ARTICLE 8. Neutralité.....	7
ARTICLE 9. Confidentialité .....	8
ARTICLE 10. Assurances.....	8
ARTICLE 11. Sous-traitance .....	8
DEUXIEME PARTIE : PRIX et REGLEMENT .....	8
ARTICLE 12. Prix .....	8
ARTICLE 13. Forme du prix .....	9
13.1. Prix du marché .....	9
13.2. Mise en œuvre des révisions .....	9
ARTICLE 14. Avances.....	10
ARTICLE 15. Acomptes .....	10
ARTICLE 16. Modalités de facturation et de paiement.....	10
16.1. Modalité de facturation .....	10
16.2. Délais de paiement .....	11
16.3. Cession de créance.....	11
TROISIEME PARTIE : DELAIS et CONDITIONS D'EXECUTION .....	12
ARTICLE 17. Délais d'exécution .....	12

ARTICLE 18. Prolongation du délai d'exécution .....	12
ARTICLE 19. Modalités d'attribution des commandes.....	12
ARTICLE 20. Obligation du titulaire.....	12
ARTICLE 21. Reprise du personnel .....	12
ARTICLE 22. Etat des lieux au début et à la fin d'exécution du marché .....	13
ARTICLE 23. Suspension des prestations.....	13
ARTICLE 24. Pénalités .....	13
24.1. Pénalités de retard.....	13
24.2. Pénalités pour mauvaise exécution ou exécution incomplète.....	13
24.3. Pénalités pour non-respect des obligations sociales lots 1 et 2 .....	15
24.4. Application des pénalités .....	15
ARTICLE 25. Clause de réexamen .....	15
ARTICLE 26. Force majeure .....	15
QUATRIEME PARTIE : OPERATIONS DE VERIFICATION et D'ADMISSION .....	16
ARTICLE 27. Opérations de vérification .....	16
ARTICLE 28. Décision à l'issue des opérations de vérification.....	16
CINQUIEME PARTIE : RESILIATION .....	16
ARTICLE 29. Résiliation.....	16
SIXIEME PARTIE : DIFFERENDS et LITIGES.....	17
ARTICLE 30. Différends entre les parties.....	17
ARTICLE 31. Compétence juridictionnelle .....	17
ARTICLE 32. Dérogations aux documents généraux.....	17

## **PREMIERE PARTIE : GENERALITES**

### **ARTICLE 1. Identification de l'acheteur**

**Réseau CANOPÉ**, ci-après désigné « l'acheteur », établissement public administratif régi par les articles D 314-70 et suivants du Code de l'éducation, dont le siège est situé au téléport 1 @4 - CS 80158 - 86961 FUTUROSCOPE CEDEX,  
Représenté par sa Directrice générale, Mme Marie-Caroline MISSIR, nommée par décret du 02 mars 2020 et renouvelée par décret du 15 mars 2023.

### **ARTICLE 2. Présentation du marché**

#### **2.1. Objet du marché**

Le présent marché vise à confier au titulaire la prestation de nettoyage et d'entretien des locaux, y compris la fourniture des consommables de produits d'hygiène des sanitaires, la vitrerie et la mise en place du tri sur les sites de Réseau Canopé.

La référence au vocabulaire commun des marchés publics (CPV) associés à la présente consultation est :

- CPV principal : 90919200-4 Service de nettoyage de bureaux
- CPV complémentaire : 90911300 -9Service de nettoyage des vitres

L'ensemble des prestations demandées est décrit dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) relatif au présent marché.

Des prestations similaires peuvent faire l'objet d'un marché ultérieur conclu en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique.

#### **2.2. Forme du marché**

Le marché est un marché de services.

Le marché est passé sous la forme, selon les lots définis à l'article 2.3 :

- d'un marché ordinaire,
- d'un marché composite, mono-attributaire, comprenant :
  - o Une partie correspondant à un marché ordinaire,
  - o Une partie correspondant à un accord-cadre à bons de commande ;

L'attribution des bons de commande est réalisée dans les conditions définies à l'article 19 du présent CCAP.

#### **2.3. Etendue du marché**

Le marché est alloté au sens de l'article L.2113-10 du Code de la Commande Publique et comprend 22 lots, tels que définis dans le tableau ci-dessous. Lorsque le marché comprend une partie à bons de commande, il est conclu avec un montant maximum annuel mentionné ci-dessous :

N° de lot	Site	Montant maximum annuel HT prestations à bons de commande
01	Atelier de l'Oise	750
02	Atelier de l'Aisne	1 000
03	Atelier de la Manche	-
04	Atelier du Val d'Oise	-
05	Atelier des Ardennes	1 650
06	Atelier de la Haute-Marne	2 950
07	Atelier des Vosges	500
08	Atelier de la Loire	-
09	Atelier de la Drôme	-
10	Atelier des Bouches du Rhône et DT PACA	3 000
11	Atelier de Hérault	1 500
12	Atelier du Lot-et-Garonne	-
13	Atelier de la Charente	-
14	Atelier des Landes	-
15	Atelier du Loir-et-Cher	500
16	Atelier du Cher	500
17	Atelier de l'Indre	500
18	Atelier du Loiret et DT CVL	500
19	Atelier de l'Indre-et-Loire	500
20	Atelier de la Mayenne	850
21	Atelier de la langue Bretonne TES	850
22	Siège à Chasseneuil	5 000

L'atteinte du montant maximum pour une année donnée se traduit par l'arrêt des prestations jusqu'à la prochaine date de reconduction. Les commandes peuvent ensuite reprendre pour la période suivante jusqu'à l'atteinte du montant maximum correspondant à cette période.

Il est à noter que le fait de ne pas atteindre un montant maximum de commande l'année N ne se traduit pas par la possibilité de consommer en année N+1 le reliquat de l'année N additionné du montant maximum de l'année N+1. Seul le montant de l'année N+1 est susceptible d'être consommé.

## 2.4. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Il est reconductible par tacite reconduction, trois fois par période de 12 mois, à l'exception du lot 10, reconductible une seule fois 12 mois.

La décision de non-reconduction du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception 3 mois avant son terme. Elle ne donne lieu à aucune indemnité.

L'émission des bons de commande sur la base du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre dans le respect des dispositions de l'article R.2162-5 du Code de la Commande Publique.

## **2.5. Durée des bons de commande émis pour l'exécution du marché**

La durée d'exécution des bons de commande émis pour l'exécution du marché est fixée par chaque bon de commande, conformément aux stipulations du mémoire technique du titulaire.

Au terme du marché, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leurs termes respectifs, sans pouvoir excéder 6 mois suivant le terme du marché.

## **ARTICLE 3. Pièces contractuelles du marché**

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) :

1. l'acte d'engagement (AE) et l'annexe financière du titulaire ;
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
4. l'offre technique du titulaire ;
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
6. le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, publié par arrêté du 30 mars 2021.

Les exemplaires des pièces du marché et des bons de commande dont l'original est conservé dans les archives de l'acheteur font seuls foi.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente, catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

## **ARTICLE 4. Communication et réunion**

### **4.1. Mode de communication**

Les parties conviennent que tous les échanges liés au suivi et à la gestion des prestations ont lieu par courrier électronique, à l'adresse indiquée dans la fiche contact, hormis les cas où une lettre recommandée avec accusé de réception est prévue par le présent CCAP.

L'envoi via la plateforme PLACE d'un courriel contre accusé réception vaut l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

## **4.2. Réunions**

Si des réunions entre l'acheteur et le titulaire sont nécessaires pour la mise en œuvre et/ou le suivi des prestations, elles ont lieu en visioconférence dans la mesure du possible ou dans les locaux de l'acheteur, à sa demande, sans que le titulaire ne puisse facturer aucun surcoût.

### **ARTICLE 5. Correspondant de l'acheteur et election de domicile du titulaire**

L'interlocuteur de l'acheteur, concernant l'application du présent marché, est le représentant que le titulaire a désigné à cette fonction, dans l'acte d'engagement. Cette personne a tout pouvoir d'agir pour le compte du titulaire.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur le présent acte d'engagement.

En cas de modification de domicile élu, le titulaire en avertit l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **ARTICLE 6. Correspondant du titulaire et election de domicile de l'acheteur**

L'interlocuteur du titulaire, concernant la gestion du présent marché, est le Pôle Achats-Marchés Publics de Réseau Canopé.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés à l'acheteur, sont adressés à l'adresse suivante :

Réseau Canopé  
DSFJS - Pôle achats – marchés publics  
1, avenue du Futuroscope  
Bâtiment @4 – Téléport 1  
CS 80158  
86961 FUTUROSCOPE Cedex  
achats.dsfsjs@reseau-canope.fr

Pour l'exécution du présent marché, l'acheteur désigne un représentant par site, chargé du contrôle de la correcte réalisation et évaluation de la qualité de la prestation ainsi qu'un interlocuteur administratif du titulaire.

### **ARTICLE 7. Protection des données**

Tous les documents et supports matériels confiés au titulaire pour l'exécution du présent marché sont la propriété de l'acheteur. Toute utilisation à d'autres fins que celle du présent marché, toute diffusion, transmission, reproduction sans autorisation préalable et expresse de l'acheteur est interdite.

### **ARTICLE 8. Neutralité**

Le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans l'exécution des prestations.

## **ARTICLE 9. Confidentialité**

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur.

## **ARTICLE 10. Assurances**

Le titulaire du marché doit, dans les quinze (15) jours qui suivent sa notification, justifier qu'il dispose d'une police d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion de l'exécution des prestations concernées.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 11. Sous-traitance**

Le titulaire du marché qui veut en sous-traiter une partie, présente à l'acheteur une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

# **DEUXIEME PARTIE : PRIX et REGLEMENT**

## **ARTICLE 12. Prix**

Les prix indiqués dans l'offre du titulaire sont, en fonction des lots définis à l'article 2.3 du présent CCAP :

- forfaitaires en cas de marché ordinaire,
- forfaitaires et unitaires en cas de marché composite.

L'offre financière est détaillée dans l'annexe financière à l'acte d'engagement du titulaire constituée par la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et/ou le bordereau des prix unitaires (BPU) selon les lots.

Le prix forfaitaire concerne les prestations récurrentes exécutées selon les périodicités indiquées dans la fiche technique de site et les consommables, en annexe du CCTP.

Les prix unitaires concernent les prestations ponctuelles telles que décrites dans le CCTP et ses annexes.

Les prix mentionnés dans l'annexe financière du présent marché comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport,



l'assurance, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont réputés couvrir la totalité des prestations et fournitures nécessaires à la bonne et complète réalisation de l'objet du marché.

## **ARTICLE 13. Forme du prix**

### **13.1. Prix du marché**

Les prix sont révisables annuellement, à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent marché.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du deuxième trimestre de l'année 2025 (T2).

Les prix sont révisés, à la hausse comme à la baisse, selon la formule suivante :

$$P_r = P_0 \times (I_{T2\ n-1} / I_0)$$

Dans laquelle :

$P_r$  : Prix révisé,

$P_0$  : Prix initial du marché,

$I_{T2\ n-1}$  : Valeur de l'indice de référence correspondant au moment de la révision des prix moins 2 trimestres, soit T2 n-1,

$I_0$  : Valeur de l'indice de référence au deuxième trimestre de l'année 2025,

I désignant l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public - Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766785.

### **13.2. Mise en œuvre des révisions**

Le titulaire adresse la révision des prix et son calcul ainsi que l'annexe financière mise à jour à l'acheteur au plus tard 15 jours précédant la date anniversaire du présent marché, à l'adresse suivante :

- [depenses.dsfs@reseau-canope.fr](mailto:depenses.dsfs@reseau-canope.fr),
- Adresse de l'interlocuteur au sein de Réseau Canopé chargé de l'exécution administrative du marché.

En cas de non-transmission au-delà de ce délai, les prix de référence de la dernière période de validité du marché continuent de s'appliquer pour la période à venir.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les prix révisés obtenus sont déterminés avec deux décimales selon la règle de l'arrondi arithmétique : si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4, la deuxième décimale est inchangée, si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9, la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

Dans le cas où la série d'indice ou d'index chronologique est arrêtée et remplacée par une série correspondante désignée, et un coefficient de raccordement publiés, la nouvelle série est utilisée pour obtenir le coefficient de révision sans qu'il soit nécessaire de modifier le marché par voie d'avenant.

En cas de disparition de l'indice de révision sans remplacement publié ou quand plusieurs séries correspondantes sont proposées, un nouvel indice est choisi de telle sorte qu'il soit le plus proche possible de l'indice disparu et fait l'objet d'une modification de la clause par voie d'avenant au présent marché.

A défaut d'accord entre les parties sur un nouvel indice, compétence est attribuée au tribunal administratif de Poitiers pour définir ce nouvel indice.

#### **ARTICLE 14. Avances**

L'option B mentionnée à l'article 11.1 du CCAG-FCS s'applique dans le cadre du présent marché.

Sauf renoncement du titulaire, une avance peut être versée, lorsque le montant minimum du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois ou, à défaut, pour chaque bon de commande remplissant ces conditions, aux termes des dispositions de l'article R.2191-3 et des articles R.2191-16 et R.2191-17 et dans les conditions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la Commande Publique.

Si le prestataire n'est pas une PME au sens de l'article R. 2151-13 du Code de la Commande Publique, le taux de l'avance est de 5%.

Si le prestataire est une PME au sens de l'article R. 2151-13 du Code de la Commande Publique, le taux de l'avance est de 10%.

Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités définies aux articles R.2191-11, R.2191-12 et R.2191-19 du Code de la Commande Publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné par la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution.

#### **ARTICLE 15. Acomptes**

Le règlement des sommes dues au titulaire au titre des prestations forfaitaires fait l'objet d'acomptes mensuels, en fonction de l'avancement des prestations, conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la Commande Publique.

#### **ARTICLE 16. Modalités de facturation et de paiement**

##### **16.1. Modalité de facturation**

Le montant des prestations est payable, après certification du service fait, sur présentation d'une facture.

Outre les mentions obligatoires, les factures adressées à l'acheteur comportent les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire, n° de SIRET ;
- N° du marché de lot ;
- N° de bon de commande ;
- La période concernée ;
- Désignation des prestations ;
- Le prix HT ;
- Le taux de TVA applicable au jour de facturation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix TTC ;
- Le numéro du compte bancaire à facturer où le relevé d'identité bancaire correspondant ;
- La date de facturation.

Les factures sont libellées au nom de Réseau Canopé.

La facturation des prestations prévues au présent marché s'effectue nécessairement via le portail Chorus Pro. Le lien vers ce portail est le suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour le dépôt sous CHORUS, il est nécessaire de se munir :

- du numéro de **SIRET** de Réseau Canopé (Siret du siège obligatoirement) : **18004301001485**
- de la **référence de la commande** communiquée par le prescripteur (la personne ou le service qui a passé commande) après la notification du marché.

## 16.2. Délais de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours, conformément à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique.

Ce délai peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires. Un nouveau délai est alors ouvert, ce délai ne pouvant en aucun cas être inférieur à 30 jours à compter de la réception des justifications demandées.

En cas de dépassement de ce délai, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

## 16.3. Cession de créance

En cas de cession de créance, l'acheteur remet, au titulaire, à sa demande soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance du marché, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance de chaque bon de commande.

Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

## **TROISIEME PARTIE : DELAIS et CONDITIONS D'EXECUTION**

### **ARTICLE 17. Délais d'exécution**

Les délais d'exécution des prestations objet du présent marché débutent à l'entrée en vigueur du présent marché.

La mise en œuvre des différentes prestations objet du présent marché s'effectue conformément aux stipulations du présent marché, le cas échéant précisées dans le cadre de réponse technique du titulaire.

### **ARTICLE 18. Prolongation du délai d'exécution**

En complément des dispositions du CCAG-FCS, lorsque le titulaire du marché est dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel relatif à l'exécution d'une prestation, il doit formuler une demande expresse de report de délai auprès de l'acheteur en exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé. En cas de refus motivé de l'acheteur, il est fait application des pénalités prévues au présent CCAP.

### **ARTICLE 19. Modalités d'attribution des commandes**

Les commandes sont attribuées au titulaire du marché par l'émission d'un bon de commande. La réception de toute expression de besoins (commande des clients, commande interne à CANOPÉ...) sur la plateforme d'échange du titulaire vaut bon de commande.

### **ARTICLE 20. Obligation du titulaire**

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat totale sur l'ensemble de la prestation.

Sous réserve des stipulations du présent marché, le titulaire met en œuvre son savoir-faire et les moyens dont il est réputé détenir la maîtrise pour exécuter et réaliser l'objet du marché dans les conditions les plus favorables à l'économie du marché.

Le titulaire ne peut pas se prévaloir, ni pour éluder ses obligations, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par l'interruption ou le report de toutes prestations décidées par l'acheteur.

### **ARTICLE 21. Reprise du personnel**

Conformément à l'article 7.3 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011, le titulaire du marché est tenu de reprendre le personnel affecté à l'exécution des prestations de nettoyage des locaux. La reprise du personnel implique la continuité des contrats de travail en cours, incluant les conditions de rémunération, l'ancienneté, les avantages acquis et les qualifications professionnelles. Le titulaire informe les salariés concernés des modalités de la reprise et veille au respect des droits et obligations résultant de la convention collective, afin d'assurer une transition harmonieuse et sans interruption des services.

Les éléments de reprise du personnel des entreprises précédemment en charge de la prestation sont communiqués en annexe du CCAP et contiennent, pour chaque personne bénéficiant de la garantie

d'emploi, le détail de sa situation individuelle, conformément au modèle figurant en annexe I de l'article 7 de la convention collective.

Le non-respect de ces dispositions conventionnelles constitue un motif de résiliation du marché sans indemnité, conformément à l'article 32.1 du CCAG-FCS.

Au terme du marché, et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande de l'acheteur, le titulaire transmet les informations relatives au personnel à reprendre, à savoir :

- La masse salariale des personnels à reprendre,
- Le nombre de salariés à reprendre et leur équivalent temps plein,
- La nature des contrats à reprendre,
- Les avantages dont disposent les personnels,
- L'expérience, l'ancienneté et la qualification des personnels à reprendre,

## **ARTICLE 22. Etat des lieux au début et à la fin d'exécution du marché**

Un état des lieux et un inventaire contradictoire entre les parties sont établis préalablement à la prise en charge des locaux. Ces modalités sont renouvelées en fin de marché ou en cas de résiliation.

## **ARTICLE 23. Suspension des prestations**

La suspension des prestations totale ou partielle peut être décidée par l'acheteur, quelle qu'en soit la cause, sans que cela n'ait pour effet de prolonger la durée du marché. La facturation des prestations est établie prorata temporis, déduction faite du délai de la suspension si elle est supérieure à 15 jours.

Elle est notifiée au titulaire par ordre de service, avec un préavis de 10 jours. En cas d'évènements exceptionnels et dont la survenance est extérieure à Réseau Canopé (inondation, évènement rendant indispensable la fermeture des locaux....), la suspension intervient dès sa notification.

## **ARTICLE 24. Pénalités**

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché, soit par défaut de livraison, soit par non-intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

### **24.1. Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations, des pénalités journalières sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 50$$

V = valeur des prestations/valeur du bon de commande

R = nombre de jours de retard à compter du lendemain de la date de réalisation des prestations ou de livraison prévue par le présent marché.

### **24.2. Pénalités pour mauvaise exécution ou exécution incomplète**

Manquement	Pénalité € TTC
------------	----------------

Non-respect des engagements développement durable (article 1.3 du CCTP)	150 € par manquement
Retard de transmission du planning d'intervention et dates de visites mensuelles (article 4.4 du CCTP)	50 € par jour de retard
Retard de transmission du plan de prévention (article 4.5 du CCTP)	50 € par jour de retard
Retard de transmission de la liste du personnel (article 4.6.1 du CCTP)	150 € par jour de retard
Non actualisation de la liste du personnel (article 4.6.1 du CCTP)	150 € par manquement
Non-respect du process de prise de poste du personnel de remplacement ou d'un nouveau personnel (article 4.6.2 du CCTP)	100 € par manquement
Retard de transmission de la liste du personnel à reprendre	150 € par jour de retard
Retard de transmission du compte-rendu de visite mensuelle	50 € par manquement
Retard de mise en place du cahier de liaison et de présence (article 5.3 du CCTP)	50 € par jour de retard
Absence de suivi du cahier de liaison (défaut de consignation)	50 € par manquement
Absence du titulaire aux réunions (article 5.4 et 5.5 du CCTP)	50 € par manquement
Retard de transmission du rapport annuel (article 5.5 du CCTP)	100 € par jour de retard
Retard de transmission des compte-rendu des réunions (article 5.4 et 5.5 du CCTP)	50 € par jour de retard
Non-respect du planning ou des horaires des prestations périodiques	100 € par constat et par jour
Absence du responsable non œuvrant aux contrôles qualité (article 6.2 du CCTP)	50 € par manquement
Retard de mise en place de matériel	50 € par jour de retard
Non-respect du délai de réalisation des prestations ponctuelles	100 € par manquement
Baisse de qualité des consommables	50 € par manquement
Introduction d'un tiers non autorisé	400 € par manquement
Rupture d'approvisionnement des produits de nettoyage, odorisants et désinfectants	100 € par constat et par jour
Rupture d'approvisionnement des consommables	100 € par constat et par jour
Absence de retrait immédiat des produits non autorisés ou stockés sans conformité	150 € par manquement
Non-respect des règles de stockage des déchets	150 € par manquement
Non étiquetage des produits utilisés	150 € par constat
Perte d'une clef	200 € par perte
Perte d'un badge	40 € par badge
Non-respect des règles de sécurité liées aux biens et au plan de prévention	150 € par manquement

### **24.3. Pénalités pour non-respect des obligations sociales lots 1 et 2**

Le titulaire du marché encourt une pénalité maximale égale à 10 % du montant maximum du marché s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

La pénalité ne peut toutefois pas excéder celle des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

En cas de non-régularisation de situation, l'acheteur peut appliquer les pénalités susnommées ou résilier le marché, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

### **24.4. Application des pénalités**

Ces pénalités font l'objet d'un mémoire de décompte des pénalités établi par l'acheteur et notifié au titulaire. Ce dernier dispose alors de 15 jours calendaires à compter de la notification pour présenter ses observations. Passé ce délai et sans élément justifiant leur réduction ou leur annulation, les pénalités s'appliquent sans qu'une mise en demeure soit nécessaire.

Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire. Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS.

### **ARTICLE 25. Clause de réexamen**

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, des modifications au marché peuvent être apportées par voie d'avenant, en cas de déménagement, de changement de site (dans le même département) ou de modification substantielle de la superficie, moyennant un préavis de 3 mois pour la mise en place des nouvelles prestations à partir de la transmission au titulaire de la fiche technique de site.

A réception de la fiche technique de site mise à jour, le titulaire transmet une offre financière adaptée, dans un délai de 15 jours, aux fins de passation de l'avenant.

A défaut de conclusion de l'avenant, le marché est résilié, selon les dispositions prévues à l'article 29 du présent CCAP.

### **ARTICLE 26. Force majeure**

Les événements indépendants de la volonté des parties tels que notamment grève, émeute, incendie, inondation, explosion, cataclysme, fait des tiers, défaut d'alimentation électrique, bris ou avarie de machine ou matériel qui ne résulteraient pas d'un défaut d'entretien auquel on ne pourrait faire face à l'aide des moyens dont doivent normalement disposer les parties conformément aux règles de l'art, affectant l'exploitation des installations de production et de distribution du titulaire suspendent l'exécution du présent marché pour la durée et dans la mesure de leurs effets, sans que le présent marché en soit, pour autant prolongé.

Si de tels événements se produisaient, les parties s'engagent à se prévenir dans les meilleurs délais, à indiquer la durée probable et l'importance de la réduction des fournitures ou des consommations et à faire diligence pour limiter celles-ci au strict minimum.

Le titulaire ne saurait être tenu pour responsable de tout retard ou empêchement de prise de service de son personnel, dès lors qu'il est établi que ces difficultés sont dues à l'occupation ou l'obstruction par des piquets de grévistes de l'acheteur des locaux à nettoyer.

La grève éventuelle des transports en commun ne doit pas influencer sur le bon déroulement des opérations de nettoyage. Le titulaire fait son affaire des moyens de transport à mettre en place.

Dans le cas de force majeure ou dans le cas d'événements rendant impossible les accès aux lieux d'exécution des prestations, l'acheteur se réserve le droit de suspendre tout ou partie du marché sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnisation.

## **QUATRIEME PARTIE : OPERATIONS DE VERIFICATION et D'ADMISSION**

### **ARTICLE 27. Opérations de vérification**

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, l'acheteur n'avise pas le titulaire des dates de vérification pour les contrôles au quotidien.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le responsable technique de l'acheteur habilité à recevoir les prestations, au moment même de la livraison de la fourniture et/ou de l'exécution de la prestation (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à 28.1 du CCAG-FCS, le constat dès l'examen sommaire que la fourniture ne correspond pas aux caractéristiques demandées ou aux normes en vigueur entraîne son refus et son remplacement.

### **ARTICLE 28. Décision à l'issue des opérations de vérification**

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet est prononcée par le responsable technique de l'acheteur à l'issue des opérations de vérification prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS, sous réserve des aménagements spécifiques prévus au CCTP.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, l'admission ne donne pas lieu à PV d'admission et celle-ci est réputée acquise tacitement, sauf décision expresse du pouvoir adjudicateur (PV de rejet, d'ajournement ou de réfaction) dans les 30 jours suivant la fin du marché.

## **CINQUIEME PARTIE : RESILIATION**

### **ARTICLE 29. Résiliation**

Pour la résiliation du marché, il est fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

Toutefois, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général s'effectue sans indemnité si l'acheteur respecte un délai de trois mois entre la notification de la résiliation et sa date d'effet. Cette disposition s'applique notamment en cas de fermeture d'un site.

Une décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception (LR/AR).



## SIXIEME PARTIE : DIFFERENDS et LITIGES

### ARTICLE 30. Différends entre les parties

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'une demande de réclamation exposant les motifs et indiquant le montant des sommes impliquées, conformément à l'article 46 du CCAG-FCS.

### ARTICLE 31. Compétence juridictionnelle

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché.

### ARTICLE 32. Dérogations aux documents généraux

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son application.

L'article 3 du présent CCAP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS concernant l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

L'article 24.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS concernant le calcul des pénalités de retard.

L'article 24.4 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS concernant l'exonération de pénalités.

L'article 27 du présent CCAP déroge aux articles 27.3 et 28.1 du CCAG-FCS concernant les modalités de vérification.

L'article 28 du présent CCAP déroge à l'article 30 du CCAG-FCS concernant le délai d'admission tacite des prestations.

L'article 29 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS concernant l'indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.